

Délibération n° 98-164 APF du 15 octobre 1998 relative à la maîtrise du conventionnement des médecins libéraux

Paru in extenso au journal officiel n°44 N du 29/10/1998 à la page 2260

Version en vigueur au 20/10/2017

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-62 AT du 23 mai 1995 approuvant le plan 95-99 pour la santé en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 modifiée définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 89-15 AT du 13 avril 1989 portant création du conseil territorial de la santé publique ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 96-115 APF du 10 octobre 1996 portant code de déontologie médicale ;

Vu l'avis du 26 août 1998 du conseil territorial de la santé publique ;

Vu le rapport n° 107 CESC du 30 mai 1998 ;

Vu l'avis du 2 septembre 1998 du conseil de la protection sociale et de l'action sociale ;

Vu l'arrêté n° 1309 CM du 1er octobre 1998 soumettant cinq projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1216-98 APF/SG du 8 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 154-98 du 13 octobre 1998 de la commission des affaires sociales ;

Dans sa séance du 15 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er - Objet

Dans le cadre de la mise en œuvre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents de la Polynésie française et en application du plan 95-99 pour la santé en Polynésie française, la présente délibération a pour objet de réguler le conventionnement des médecins libéraux, afin de garantir le droit à la santé pour tous, compte tenu des ressources financières des régimes de protection sociale.

Art. 2.- Dispositions transitoires

Sans porter atteinte à la liberté d'installation des médecins libéraux, un gel des conventionnements visés au titre 2 de la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 est instauré dans les archipels des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, à compter de la publication de la présente délibération jusqu'au 31 décembre 2000.

Pendant la durée de ce gel et dans la zone considérée, seuls pourront bénéficier du régime conventionnel prévu par la délibération n° 95-109 AT :

- les médecins bénéficiant, à la date de la publication de la présente délibération, d'un conventionnement dans les archipels des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;
- les médecins qui rachètent un cabinet dans les archipels des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, à condition que le médecin cédant réponde aux conditions ci-dessus et renonce à son propre conventionnement.

Pendant la durée de ce gel, des dérogations pourront être accordées par arrêté pris en conseil des ministres, après avis de la commission définie ci-dessous, qui examine les demandes de conventionnement notamment au regard des critères suivants :

- besoins de la population ;
- lieu d'installation ;
- connaissance de la Polynésie française ;
- maîtrise ou compréhension de la langue tahitienne ;
- exercice antérieur de la profession en Polynésie française ;
- date de la demande.

Les demandes de conventionnement dérogatoires sont déposées auprès de l'organisme de gestion des régimes de protection sociale.

Art. 3.- Composition et fonctionnement de la commission de régulation des conventionnements des

médecins libéraux *Rédaction issue de Arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017*

Il est créé une commission chargée de donner des avis en matière de régulation des conventionnements des médecins privés. Elle est composée des membres suivants :

- un représentant de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale ;
- un représentant de la Caisse de prévoyance sociale ;
- un représentant de chacun des régimes de protection sociale (régimes des salariés, régime des non-salariés, régime de solidarité territorial) ;
- un représentant de la section locale du conseil de l'ordre des médecins ;
- un représentant du syndicat du secteur public représentant les médecins ;
- trois représentants du ou des syndicats des médecins du secteur privé.

La commission de régulation des conventionnements est présidée par le directeur de de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale. L'organisme de gestion des régimes de protection est chargé de son secrétariat.

Elle peut entendre toute personne qu'elle jugera utile pour formuler ses avis.

Pendant la durée du gel, la commission de régulation des conventionnements examine les demandes de conventionnement dans un délai maximum de trois mois à compter de la réception de la demande. Elle se réunit sur convocation de son président ou à la demande de la moitié de ses membres.

L'ordre du jour est établi par le président.

La commission délibère à la majorité des membres présents ou représentés, le quorum des membres présents ne pouvant être inférieur à cinq.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission peut se réunir de plein droit dans un délai de huit jours suivant la date de la première réunion, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La commission peut fixer ses règles de fonctionnement interne par un règlement intérieur.

Art. 4.- Dispositif de régulation du conventionnement des médecins libéraux

Au-delà de la période transitoire, un arrêté pris en conseil des ministres après avis de la commission définie à l'article 3 ci-dessus peut fixer pour les médecins libéraux, par zone géographique, sur la base des données démographiques et après analyse de l'offre de soin existante, le nombre de nouveaux conventionnements pouvant être conclus ainsi que les modalités d'examen des demandes de conventionnement.

Art. 5

Pour l'application de la présente délibération, les articles 1er, 3, et 5 de la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale sont modifiés comme suit :

- L'article 1er est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1er.— Les rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et l'organisme de gestion des régimes de protection sociale, gérant les assurances maladies, maternité, invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles des différents régimes de protection sociale, sont définis par conventions entre la ou les organisations syndicales des catégories professionnelles intéressées et les régimes de protection sociale."

- Il est ajouté à l'article 3 :

"4. Qui n'est pas soumis au gel des conventions, dans le cadre du dispositif de maîtrise du conventionnement des professionnels de santé du secteur privé."

- Le paragraphe 1er de l'article 5 est complété comme suit :

"Ces informations sont portées à la connaissance des patients selon des modalités précisées conventionnellement."

- Le paragraphe 3 de l'article 5 est complété comme suit :

"- l'identification des lieux d'installation des médecins. En cas de transfert de cabinet le médecin en informe l'organisme de gestion des régimes de protection sociale dans les meilleurs délais, selon des modalités définies par la convention. Le médecin précédemment conventionné peut être placé hors convention, conformément au dispositif de maîtrise du conventionnement des professionnels de santé du secteur privé, selon des modalités définies par la convention."

- L'article 5 est complété par un quatrième paragraphe ainsi formulé :

"4) Les conditions d'adhésion à la convention médicale et de maintien du bénéfice du conventionnement. Les médecins doivent disposer, pour pouvoir adhérer à la convention médicale, d'une installation conforme au code de déontologie médicale et justifier, pour en conserver le bénéfice, d'un exercice effectif de la profession, défini conventionnellement. A défaut, le médecin peut être placé hors convention, selon des modalités définies par la convention."

Art. 6.- Dispositions finales

A la date de la publication de la présente délibération, la convention conclue en application du titre 2 de la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 devra être renégociée.

Art. 7

Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Justin ARAPARI.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 98-164 APF du 15 octobre 1998](#), JOPF n° 44 N du 29/10/1998 à la page 2260
- [Arrêté n° 1206 CM du 26 juillet 2017](#), JOPF n° 61 N du 01/08/2017 à la page 9974
- [Arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017](#), JOPF n° 84 N du 20/10/2017 à la page 15277